

Communiqué

Créteil, le 5 mai 2017

Des délégations de plusieurs lycées se rassemblent devant la préfecture le 10 mai à 14h

A l'approche de la fin de l'année scolaire (et de la législature), la situation des lycéens sans-papiers s'aggrave dans le Val-de-Marne.

Parmi les dossiers de demande de régularisation déposés avec le soutien du RESF94, certains ont bien débouché sur un titre de séjour d'un an « *vie privée et familiale* », d'autres sur un titre « *étudiant* », dont le renouvellement sera toutefois impossible à la fin des études ou en cas de changement d'orientation. Mais ce qui inquiète et indigné le plus les lycées concernés, c'est que des élèves, pourtant soutenus et encouragés par les communautés scolaires, reçoivent une autorisation provisoire « **pour finir l'année scolaire** », voire une « **obligation à quitter le territoire** » (OQTF), parfois même avec une **interdiction de retour de deux ans**.

Ainsi, **Victor-Hugo Dos Santos Pereira**, élève en terminale littéraire au lycée Léon Blum de Créteil, a demandé sa régularisation et un titre de séjour à la Préfecture. Celle-ci ne lui a octroyé qu'une autorisation provisoire « *pour finir l'année scolaire* ». Cela signifie qu'il a le droit de passer son baccalauréat mais qu'après, il sera sans-papiers et devra quitter la France. C'est inacceptable ! Enseignants, personnels, parents et élèves du lycée Léon Blum, - qui le connaissent depuis son arrivée-, réclament la régularisation de sa situation administrative avec **un vrai titre de séjour**, afin de lui permettre de poursuivre ses études au milieu de ses camarades et dans l'enseignement supérieur, et de réussir son projet et sa vie en France.

Et que dire de **Laye** (lycée Chérioux de Vitry), de **Nadir** (lycée Champlain de Chènevrières), de **Bandiougou** (lycée Jean Macé de Vitry) et ceux des autres lycées qui ont reçu une OQTF ? Ces élèves vont venir grossir les rangs d'une main d'œuvre qualifiée mais surexploitée et sous payée, alors que plusieurs ont des attaches familiales en France. C'est pour ces jeunes et d'autres, que des délégations se rassembleront le 10 mai devant la préfecture à partir de 14h. **Nous ne laisserons pas expulser les élèves sans-papiers !**

Nous nous mobilisons aussi pour les **parents d'élèves**, contre les OQTF frappant Betty Kabena et Fifi Lunda, qui menacent la scolarité de leurs enfants. Ceux-ci, élèves à l'école Monge de Créteil et à l'école cité jardins d'Orly, ont confiance dans l'école. Va-t-on laisser anéantir ce qu'ils construisent aux côtés de leurs mères?